



DECLARATION DE LA CGT EDUC'ACTION AU CSA-SD DE SAONE ET LOIRE

Comment débiter une déclaration sans évoquer les propos de notre ministre sur le manque de remplacement dans son école de secteur. Ces propos sont une attaque à peine camouflée envers l'École publique. Cet épisode illustre, aussi le séparatisme insupportable de cette bourgeoisie, dont notre Ministre est la digne représentante. Pour lutter contre ce séparatisme, la CGT éduc'action porte le projet d'un seul et unique service public d'éducation, unifié et laïc, ce qui passe par la nationalisation de l'enseignement privé.

Lors de sa conférence de presse du mardi 17 janvier, Emmanuel Macron nous a repassé le film en noir et blanc d'une École issue d'un passé fantasmé, mais où l'immense majorité des élèves n'allait pas jusqu'au bac. Justifier la généralisation du port de l'uniforme au prétexte d'une recherche d'Égalité ne tient pas la route alors que l'expérimentation n'a même pas encore commencé et que personne n'en connaît les objectifs. Les sommes qui seront allouées pour cette opération devraient plutôt être mobilisées pour des mesures, bien plus urgentes, en particulier quand les personnels se plaignent, à raison, de manque de moyens. La CGT éduc'action s'opposera aux expérimentations du port de l'uniforme ou d'une tenue unique.

Les annonces du président, dont certaines comme l'apprentissage de la Marseillaise ou les cérémonies de remise de diplôme existent déjà, n'ont pas convaincu les personnels, pas plus que celles du Choc des savoirs sensées répondre aux résultats inquiétant de l'étude PISA 2023. Pourtant, aucun de ces mesures n'apporte de réponse aux enseignements de PISA 2023 :

- Nous sommes le pays où les inégalités de réussite scolaire sont les plus dictées par l'appartenance sociale.
- L'échec des mesures prises pour le collège par JM Blanquer depuis 2017.
- La hausse inédite du nombre de chefs d'établissement signalant un manque d'enseignants.
- Le climat scolaire dégradé.
- Un nombre important de parents qui ne suit plus la scolarité de leurs enfants.

Alors que les DHG sont discutées dans les établissements, les personnels voient bien encore une fois, qu'ils et elles devront se débrouiller sans moyens pour mettre en œuvre des mesures auxquelles ils·elles ne croient pas. La CGT Educ'action estime, de plus, que la logique en œuvre va accentuer les inégalités de notre système éducatif et le rendre encore plus sélectif qu'il ne l'est malheureusement déjà.

La baisse démographique dans notre département aurait pu être une occasion de redéployer des postes pour apporter au tissu scolaires les moyens qui lui manquent pour permettre les remplacements, le travail collectif, les soutiens et les remédiations... Au lieu de cela, le projet pour

notre département est de rendre 24 postes dans le premier degré et cela est inacceptable quand on connaît les conséquences de la fermeture d'une classe en milieu rural.

Lors de sa conférence presse du 24 janvier, le recteur de l'académie de Dijon a annoncé la prochaine mise en place dans notre académie de 90 pôles d'appui à la scolarisation (PAS) résultant de la transformation des pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL).

Avec les PAS l'institution compte s'affranchir des notifications mdph et attribuer des accompagnements non plus en fonction du handicap des élèves et de leurs besoins, mais en fonction d'autres critères dont les moyens disponibles. La CGT Educ'action condamne cette logique qui ne conduira qu'à mêler les problématiques du handicap et celles des difficultés scolaires, et à précariser encore davantage les AESH en augmentant le nombre d'élèves à suivre. Que cet élément de la loi ait été censuré par le conseil constitutionnel en décembre dernier ne semble pas concerner notre académie...

M. le recteur a aussi annoncé l'ouverture d'une classe prépa-lycée dans chacun des départements pour accueillir les élèves en échec du DNB. Reste à savoir avec quel programme, quelles disciplines enseignées, quels personnels, quels moyens... mais également quels élèves ?

Ce que l'on peut retenir de cette conférence de presse, c'est qu'il n'y a pas que les enseignants qui devront improviser avec les moyens du bord pour sauver les apparences.

Vous le comprenez les raisons sont nombreuses pour que la CGT Educ'action appelle avec l'intersyndicale à la journée de grève dans l'Éducation jeudi 1^{er} février. Nous nous tiendrons également au côté de tous les personnels qui décideront de se mobiliser pour défendre leurs conditions de travail en dehors des dates de mobilisation nationale.

Enfin, la CGT Educ'action tient à terminer cette déclaration sur la laborieuse mise en œuvre de la prime pouvoir d'achat des AESH. A ce jour, il nous est impossible de savoir si chacun·e a bien reçu le montant qui lui était dû. De plus lors du CSA SD du 5 septembre, M le Secrétaire Général par intérim attirait notre attention sur l'importance de cette prime que d'autres auraient bien aimé percevoir. Pour de très nombreux·se AESH cette prime de 280€ a provoqué à la réduction de leur prime d'activité et de leurs APL, pour des montants avoisinant les 400€. Alors non, Monsieur le secrétaire général, nous ne connaissons personne qui désire une prime qui diminue son revenu. Cette prime étant intégrée au revenu net social, le risque que cela se produise avait été signifié depuis des mois aux ministres de l'Éducation nationale et de la fonction publique, sans qu'aucune mesure n'ait été prise pour l'empêcher. Cela rend cette mesure particulièrement inique d'autant plus lorsque ce sont les personnels les plus précaires et les moins bien payé·es qui la subissent.